

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 493 du 27.10 au 13.11.2009

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Al Bardawil : Abbas est soumis aux ordres israélo-américains.

Les Palestiniens s'en prennent au mur de la honte bâti par Israël.

Milton Dassier : Berlin, Ramallah: D'un mur à l'autre...

Le Hamas, ne permets pas qu'une mascarade d'élections ait lieu.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

27-10 au 13-11: Peuple Palestinien : 0 tué - 0 blessé
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Al Bardawil : Abbas est soumis aux ordres israélo-américains.

"Le président sortant Mahmoud Abbas n'est pas capable de décréter des décisions, de façon indépendante, car il est soumis aux ordres israélo-américains, en échange de promesses financières et politiques afin de poursuivre les négociations avec les dirigeants occupants", a affirmé le dirigeant du Hamas, Dr. Salah Al Bardawil.

Al Bardawil a souligné, le mercredi 28/10, lors d'une déclaration de presse qu'Abbas a brûlé toute les cartes concernant la réalisation de la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, en profitant de la faiblesse de la politique officielle arabe pour faire réussir le consensus palestinien.

"Abbas a approfondi la division entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza à travers son dernier décret illégal et a perdu donc toute légitimité pour diriger le peuple palestinien", a souligné le leader du Hamas

CPI

29/10/2009

[.http://www.palestine-](http://www.palestine-)

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s79Dyi%2bGrgLPQqkXsA5sRYA13%2fI9HlqXE%2fNp1KG2%2bXUjb6hv0ZPrJjVHJPIxUZ4cNIFkqtJ%2bP9ideOP81AbwFooUvAltFr9MjDCBN8kesG4Q4%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s79Dyi%2bGrgLPQqkXsA5sRYA13%2fI9HlqXE%2fNp1KG2%2bXUjb6hv0ZPrJjVHJPIxUZ4cNIFkqtJ%2bP9ideOP81AbwFooUvAltFr9MjDCBN8kesG4Q4%3d)

Des Palestiniens s'en prennent au mur de la honte.

Les Palestiniens la qualifient de «mur de l'apartheid».

Des Palestiniens ont abattu lundi un pan en béton construit le long de la muraille érigée par Israël en Cisjordanie occupée, près (du point de passage) de Qalandiya

Cette opération a été menée par quelques dizaines de Palestiniens, aidés par des activistes pro-palestiniens étrangers opposés à cette muraille a constaté un photographe..

L'armée israélienne est immédiatement intervenue et a dispersé les manifestants qui ont riposté en jetant des pierres.

Deux Palestiniens ont été arrêtés, selon le photographe.

«Aujourd'hui marque le premier jour d'une semaine de résistance au Mur de l'Apartheid en Palestine et autour du globe», a affirmé l'organisation «Stop the Wall» dans un communiqué.

Cette muraille aura, lorsqu'elle sera entièrement construite, une longueur de 709 kilomètres, dont 85% seront établis en Cisjordanie, selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha).

À ce jour, 60% de son tracé final ont été construits, selon l'agence onusienne, qui précise que la barrière, une fois terminée, empiètera sur 9,5% de la Cisjordanie.

L'ONU estime que ce mur a des conséquences humanitaires dramatiques sur la vie quotidienne des Palestiniens. D&jà dans un avis rendu le 9 juillet 2004, la Cour internationale de justice (CIJ) a estimé que «la construction par Israël, puissance occupante, du mur en territoire palestinien occupé, notamment dans et autour de Jérusalem-est, est contraire à la loi internationale».

09-11

Milton Dassier : Berlin, Ramallah: D'un mur à l'autre...

On est en train de nous préparer la grand messe de l'anniversaire de la chute du mur de Berlin.

Déjà, les médias sont remplis d'interviews, de témoignages, de récits, d'analyse sociologique, politique et géopolitique sur ce monde d'hier. Occasion pour les dirigeants de l'Europe, des USA et de la Russie de se congratuler, d'apparaître comme de grands humanistes par la victoire qu'ils pensent avoir acquise sur le communisme.

Personnellement, ces commémorations "forcées", organisées en grande pompe ne m'intéressent pas. Peut-être certains historiens apporteront-ils quelques éléments nouveaux sur les dessous de cet évènement. Sans doute, sourira-t-on d'émotion avec les allemands au souvenir de ces instants historiques. Magnifique mais...

Oui avoir un sourire d'espoir en regardant les photos de ces jeunes palestiniens aidés par des jeunes israéliens pour ouvrir une brèche dans un mur dont personne ne parle plus.

Le mur de séparation entre les territoires palestiniens de Cisjordanie et les territoires occupés de Cisjordanie. Car, le scandale n'est pas la séparation en soi à la façon d'une frontière mais ce que révèle le tracé : une annexion d'une bonne partie de la Cisjordanie. De toute évidence, on s'est servi du prétexte du terrorisme palestinien, des attentats suicides pour annexer une partie de la Cisjordanie, comme si le mur donnait un tracé de ce que seront les bantoustans palestiniens de demain vu du côté israélien.

La ligne verte, c'est le contour de la Cisjordanie.

ndlr photo non visible

Les lignes rouges, bleues en continue et en pointillé sont le tracé du mur prévu. A l'intérieur, ce que les dirigeants israéliens seraient prêts à accorder aux palestiniens s'ils se montrent dociles et soumis!

Malgré les résolutions de l'ONU, malgré la saisie des tribunaux internationaux, le mur s'est construit petit à petit.

Alors, chapeau bas à ces jeunes de Palestine et d'Israël qui fêtent à leur manière la chute du mur de Berlin.

Honte à ceux qui boiront du champagne et mangeront des petits fours à Berlin d'ici quelques jours tout en affichant un silence complice.

On pourrait dire qu'il existe d'autres murs dans le monde : entre les deux Corées, entre les USA et le Mexique, entre les enclaves espagnoles et le Maroc.

La différence est qu'il s'agit de frontières entre pays. En Israël, il s'agit d'un mur entre deux peuples, l'un colonisant le peu qu'il reste à l'autre sur un même territoire.

D'ici quelques longues années, le mur qui sépare et valide la politique sioniste disparaîtra. Des comptes seront demandés aux dirigeants occidentaux qui ont laissé faire sans rien dire, sans remettre en cause leur relation avec Israël.

Milton Dassier –

Publié dans : [international](#) –

Dimanche 8 novembre 2009

<http://miltondassier.over-blog.com:80/article-d-un-mur-a-l-autre--38968056.html>

Le Hamas, ne permets pas qu'une mascarade d'élections ait lieu.

Quiconque écoute Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, ces jours-ci pourrait penser que l'homme est le parangon de la démocratie et de la liberté. Abbas, qui est resté à la tête de l'Autorité Palestinienne en dépit de l'expiration de son mandat, a exhorté les Palestiniens à se préparer à des « élections présidentielles et législatives », qu'il qualifie d' « impératif constitutionnel ». Toutefois, l'observation plus profonde du comportement d'Abbas montre que le président de l'AP n'est pas vraiment intéressé par la tenue d'élections véritables, libres et honnêtes. Et les actes sont plus éloquentes que les mots.

Aujourd'hui, Abbas préside un régime despotique brutal, à un niveau de répression sans précédent depuis le début de l'occupation israélienne de 1967. (photo ci-contre : **répression d'une manifestation à Ramallah au début de l'année par les forces de la collaboration**).

L'absence de droits humains et de libertés civiques est presque totale, et la primauté de la loi est virtuellement paralysée. Quelques associations de droits de l'homme, auxquelles les citoyens lésés faisaient appel, ont fermé leurs portes, sous la pression semble-t-il des agences de sécurité de l'AP.

Il y a quelques semaines, j'ai rencontré un jeune enseignant palestinien qui a été viré de son poste par l'appareil sécuritaire pour des raisons encore inconnues et incompréhensibles.

« Je ne sais pas pourquoi ils ont fait ça. Je suis un bon enseignant et j'ai été nommé à ce poste de façon tout-à-fait légale. Tout d'un coup, le chef d'établissement me notifie mon licenciement, pour des raisons non divulguées. »

Cet enseignant, père de trois enfants, dit qu'il soupçonne que la raison principale de son licenciement a à voir avec le fait que certains membres de sa famille ont ouvertement critiqué le régime de l'AP.

En plus de son renvoi, l'AP refuse de lui régler des milliers de dollars de salaires impayés, dont il dit qu'ils l'aideraient à réorganiser sa vie.

Il a fait appel à l'Union Européenne et à d'autres donateurs, pour qu'ils fassent en sorte que l'AP traite ses citoyens avec un semblant de justice, de dignité et de décence. *« Ne permettez pas à l'AP de nier à ses propres citoyens leurs droits humains fondamentaux. Ne permettez pas à l'AP de nous opprimer, de nous brutaliser et de nous humilier. »*

Ce professeur, qui vit dans la région d'Hébron, dit qu'il envisage d'émigrer en Scandinavie pour échapper à la « tyrannie du Fatah. »

« Je ne fais partie du Hamas, je n'en ai jamais été membre. Je ne suis même pas particulièrement religieux. Pourtant, j'ai été pourchassé et finalement licencié pour aucun autre raison que le fait que certains des membres de ma famille sont religieux. »

« J'ai été enseignant pendant trois ans, et maintenant ils ont décidé de se débarrasser de moi comme d'une vieille paire de chaussettes. Ils ne m'ont même pas payé ce qu'ils me doivent, et qui pourrait m'aider à réorganiser ma vie. Qu'est-ce que je suis censé faire ? Devenir un collaborateur du Shin Beth ? Ou aller chercher du travail dans les colonies juives pour subvenir aux besoins de ma famille ? Ou émigrer en Australie ou au Canada, ou dans tout autre pays ? »

En réalité, cet enseignant, qui est réticent à donner son identité par crainte d'autres représailles, personnifie des

centaines de fonctionnaires qui ont été virés de leurs boulots sans cérémonie, sur le soupçon de sympathie avec le Hamas. Leurs tentatives d'en appeler à la justice sont restées sans résultat car l'establishment de l'AP a promulgué des « lois d'exception » statuant que les services de sécurité avaient le droit de licencier tout fonctionnaire sans justifier leur décision.

En d'autres termes, si vous voulez garder votre emploi, vous devez vénérer le gouvernement.

Cette sorte de gouvernement a un nom. C'est purement et simplement un gouvernement fasciste.

L'absence de justice en Cisjordanie va main dans la main avec l'absence de libertés civiles, dont la liberté d'expression.

Aujourd'hui, tout geste d'opposition au régime soutenu par les USA est rapporté aux services de sécurité. Jusqu'à 9.000 personnes, pour la plupart soupçonnées d'avoir des sympathies du Hamas, ont été arrêtées par ces services, en Cisjordanie, depuis 2007.

Beaucoup, ou la plupart, des détenus sont soumis à des tortures physiques et psychologiques. Au moins 10 détenus en sont morts dans les services de police subventionnés par l'argent des contribuables américains et européens.

L'auteur de ces lignes connaît personnellement beaucoup de jeunes gens qui ont été arrêtés et maltraités pour avoir hissé le drapeau vert portant la profession de foi islamique. D'autres ont été soumis à des interrogatoires musclés pour tenter de leur faire dire pour quel parti ils avaient voté lors des élections de janvier 2006.

Dans les collèges partout en Cisjordanie, on a demandé à la moitié de la population estudiantine de donner des informations sur l'autre moitié, ce qui empoisonne l'atmosphère des collèges et crée un climat de défiance parmi les étudiants.

De même, des informateurs de l'AP récemment recrutés dans toute la Cisjordanie ont remplacé, ou plus exactement augmenté les collaborateurs du Shin Beth chargés du « boulot » d'informer sur toute opposition au régime de Ramallah et à l'occupation israélienne. Certains d'entre eux donnent même des informations sur qui fréquentent le plus les mosquées, en particulier ceux qui assistent aux prières de l'aube.

En bref, une véritable atmosphère de police d'Etat virulente prévaut dans toute la Cisjordanie, où les agences de sécurité jouent un rôle dominant.

Dans ces conditions, on peut réellement se demander si des élections libres et honnêtes peuvent avoir lieu.

Il faut être intègre sur cette question, parce que des élections libres requièrent une vraie liberté qui permette aux citoyens de choisir les candidats sans crainte d'être arrêtés, ni d'être soumis à des représailles du gouvernement et de ses services de sécurité.

De plus, comment de véritables élections peuvent-elles être tenues quand un parti, c'est-à-dire le Fatah, est autorisé à faire campagne, alors que l'autre parti, c'est-à-dire le Hamas, est dénié de ce droit ?

Le Hamas peut-il, par exemple, organiser un seul rassemblement en Cisjordanie aujourd'hui ? Y a-t-il la moindre garantie que les services de sécurité de l'AP ne cribleront pas de balles les partisans du Hamas pour clamer ensuite que les Islamistes « *tentaient un coup d'Etat contre la légitimité palestinienne* » ?

Un autre point : supposons que le Hamas gagne les élections, si et quand des élections vraiment libres auront lieu. Le Fatah en acceptera-t-il le résultat ? Le soi-disant Quartet international (l'ONU, les USA, l'Union européenne et la Russie) acceptera-t-il le résultat ? Le Général Keith Dayton, le dirigeant de facto de la Cisjordanie, et ses patrons et subordonnés accepteront-ils le résultat ? Le Hamas sera-t-il reconnu comme la direction légitime du peuple palestinien ?

Et, plus important, Israël autorisera-t-il le Hamas à prendre part aux élections ? Et l'armée israélienne d'occupation se retiendra-t-elle d'arrêter les candidats du Hamas, au motif que c'est Israël, et non l'AP, qui a le dernier mot au sujet des élections ?

Il faut d'abord répondre à ces interrogations légitimes avant d'organiser des élections.

Si les masses palestiniennes n'obtiennent pas de réponses satisfaisantes à ces questions légitimes et logiques, alors le peuple palestinien revivra la même expérience amère qui a commencé immédiatement après les élections de 2006, où des millions de Palestiniens ont été sévèrement punis pour avoir élu le Hamas.

En vérité, il semble que rien n'a réellement changé depuis, puisque le Quartet continue d'insister pour que le Hamas reconnaisse la « légitimité » d'Israël, même sans reconnaissance israélienne réciproque d'un Etat palestinien.

Le maintien du blocus de la Bande de Gaza, ainsi que le refus d'Israël d'autoriser l'entrée dans la Bande du matériel de construction, sont la preuve que les élections prévues le 24 janvier ne seront pas organisées pour permettre au peuple palestinien de choisir une nouvelle direction, mais plutôt pour se débarrasser du Hamas par des élections frauduleuses.

Hamas ne doit pas permettre que cela se produise.

Khaled Amayreh

Jeudi 5 Novembre 2009

Source : [Middleeastmonitor](http://www.middleeastmonitor.com)

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Hamas,-ne-permets-pas-qu-une-mascarade-d-elections-ait-lieu_a38865.html

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Bande de Gaza - Au jour le jour

18-11

Le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine a annoncé que l'un de ses groupes s'était accroché, dimanche 18 octobre, avec une force spéciale qui tentait de s'infiltrer aux abords de la ville de Beit Hanoun, située au nord de la bande de Gaza.

Les résistants ont réussi à obliger les forces de l'Occupation à se retirer.

FLASH PALESTINE

19/10/2009

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

Jénine

17 octobre 2009

Les forces de l'Occupation ont envahi, aujourd'hui à l'aube, plusieurs villages situés à l'ouest et au sud de la ville de Jénine.

Parmi ces villages, Yaboud, Tanak, Roumana et Zabouba

Elles y ont lancé une campagne de fouille.

Par ailleurs, elles ont installé un barrage militaire sur la route de Jénine - Haïfa, ainsi qu'un autre près du village d'Araba.

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.030
Palestiniens blessés	: 54.676
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6611

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

Tout ce qu'Israël essaie de cacher.

Pendant que chacun glose sur les dangers hypothétiques du nucléaire iranien, Israël continue à persécuter le peuple palestinien dans un silence quasi général.

Ci-dessous la liste des violations des droits de l'homme commises par Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, au cours d'une seule semaine.

Rapport hebdomadaire :portant sur la période du 15-21 octobre 2009

Dans la Bande de Gaza, le blocus illégal depuis juin 2007, ont eu un impact désastreux sur la situation humanitaire et économique de la Bande de Gaza. Impossibilité de faire entrer des matériaux de base pour la construction, carburant en quantité très limitée, suffisant à peine au gaz pour la cuisine, fermeture du passage de Beit Hanoun (Erez) aux civils palestiniens qui voulaient aller en Cisjordanie et en Israël pour des traitements médicaux, pour commercer ou pour des visites personnelles.

La pauvreté et le chômage atteignent respectivement des taux d'environ 80% et 60% dans la Bande de Gaza. Israël empêche l'entrée de pièces de rechange pour le réseau des eaux, pour les systèmes de canalisations et d'eaux usées. Les pertes induites pour ce secteur sont estimées à 6 millions de \$.

Nouvelles restrictions d'accès aux diplomates internationaux, aux journalistes et aux humanitaires qui voulaient entrer dans la Bande de Gaza par Erez.

Au moins 900 prisonniers palestiniens des prisons israéliennes n'ont plus droit aux visites de leur famille depuis plus de trois ans.

L'armée israélienne n'arrête pas d'attaquer les pêcheurs palestiniens le long de la côte de la Bande de Gaza.

En Cisjordanie, les troupes israéliennes continuent à imposer de sévères restrictions sur la circulation des civils palestiniens en Cisjordanie, y compris à Jérusalem Est. Des milliers de civils palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza n'ont toujours pas le droit d'accéder à Jérusalem.

Les IOF ont établi des checkpoints dans et autour de Jérusalem, limitant considérablement l'accès des Palestiniens à leur ville.

On interdit fréquemment aux civils de prier à la Mosquée Al-Aqsa de Jérusalem.

Il y a environ 630 barrages routiers permanents, des checkpoints fonctionnant avec ou sans personnel humain en Cisjordanie, et en plus il y a chaque semaine 60 à 80 checkpoints volants ou temporaires érigés par l'armée en Cisjordanie.

Quand il sera terminé, le mur illégal d'annexion s'étendra sur 724 kilomètres autour de la Cisjordanie, isolant plus encore toute la population. 359 km du mur ont déjà été construits. Environ 99% du Mur ont été construits à l'intérieur de la Cisjordanie, confisquant toujours plus de terre palestinienne.

Au moins 65% des routes principales qui conduisent aux 18 communautés palestiniennes en Cisjordanie sont fermées ou totalement contrôlées par les IOF (47 routes sur 72).

Il y a environ 500 kilomètres de routes « restreintes » en Cisjordanie. En plus, environ un tiers de la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est occupée, sont inaccessibles aux Palestiniens sans un permis délivré par les IOF. Permis extrêmement difficiles à obtenir.

Les forces d'occupation continuent de harceler et d'agresser les manifestants dans leurs manifestations de protestation contre la construction du mur d'annexion.

Fusillades : l'armée d'occupation a utilisé la force contre des manifestations pacifiques organisées par des civils palestiniens, des défenseurs des droits de l'homme internationaux et israéliens pour protester contre la construction du mur d'annexion en Cisjordanie. Résultats : deux civils palestiniens, un défenseur des droits de l'homme français et un journaliste canadien ont été blessés.

Incursions : Au cours de la période concernée, les Israéliens ont conduit au moins 19 "incursions militaires" dans des communautés palestiniennes de Cisjordanie, arrêtant 25 civils, dont deux enfants.

Activités de colonisation :

L'armée poursuit ses activités de colonisation dans les Territoires Palestiniens Occupés en violation du droit international. Les colons israéliens ont continué leurs travaux de construction dans des douzaines de colonies de Cisjordanie. Selon les médias israéliens, des travaux d'extension de construction ont démarré dans 11 colonies ces trois dernières semaines. Le quotidien israélien Ha'aretz a rapporté vendredi 16 octobre 2009 que ces constructions « ne font pas partie de la phase de construction des 2500 unités d'habitation, objet de l'accord entre le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et l'administration US ». Elles n'incluent pas non plus 492 nouvelles unités d'habitation dont la construction a été approuvée par le ministre israélien de la Défense. De plus, des constructions continuent dans 20 autres colonies. La construction de colonie a lieu sur de larges zones de la terre Palestinienne en Cisjordanie.

CAPJPO-EuroPalestine

Merci à Carole SANDREL pour sa traduction du dernier rapport hebdomadaire du PCHR (Centre Palestinien pour les Droits de l'Homme)

26/10/2009

Source : http://www.pchrgaza.org/files/W_report/English/2008/22-10-2009.htm

(Traduit par Carole SANDREL pour CAPJPO-EuroPalestine)

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Neha5Pg2xj9v42NPb%2f%2bJsVLPiMmx%2bbUmf2w0j3CHSD%2fvk2yEZ0QyYvSAWjYK5G0so5tjE%2fkreux7%2fcdcY00deQJouWB8Vwq8QZUeJMMluzE%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7Neha5Pg2xj9v42NPb%2f%2bJsVLPiMmx%2bbUmf2w0j3CHSD%2fvk2yEZ0QyYvSAWjYK5G0so5tjE%2fkreux7%2fcdcY00deQJouWB8Vwq8QZUeJMMluzE%3d)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas, Dahlan, & Haniyeh.

Abbas

Mascarade

Accusé par son peuple d'avoir trahi, Mahmoud Abbas avait ordonné à son Premier du Comité Central du Fatah de mener une enquête auprès de son représentant à Genève, suite au report de l'examen du rapport Goldstone. Voyons ce que cela donne : *Mahmoud Abbas ordonne au Premier du CC du Fatah, Mahmoud Abbas, de mener une enquête auprès du représentant de Mahmoud Abbas à Genève...*

QUELLE MASCARADE...

FLASH PALESTINE

19/10/2009

Abbas s'oppose à la résistance nationale en Cisjordanie et la Bande de Gaza

"Je suis franchement contre la résistance en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et je m'attache aux négociations avec l'occupation israélienne", a déclaré, hier dimanche 1/11, le président sortant Mahmoud Abbas lors de son entretien avec la chaîne d'al Arabia.

Abbas a dit : "je suis vraiment contre le lancement de toute roquette, qu'elle soit à partir de la Bande de Gaza, de la Cisjordanie ou d'ailleurs".

En essayant de fuir une question de la journaliste d'al Arabia concernant les tortures, les campagnes très agressives et les arrestations illégitimes contre les résistants palestiniens, par ses soldats en Cisjordanie, Abbas a provoqué contre le Hamas en propageant des rumeurs d'accrochages et d'anarchies dans la Bande, au moment où les factions de la résistance nationale ont confirmé leurs coopérations patriotiques face aux crimes de l'occupation.

Il est à noter que les porte-paroles des branches militaires des factions nationales à Gaza, ont affirmé, la semaine dernière, qu'ils sont très satisfaits de la situation des libertés dans la Bande, alors que le ministre de l'intérieur avait annoncé le soutien de son gouvernement à la résistance qui facilite ses missions et la protège.

CPI

02/11/2009

<http://www.palestine>

Mahmoud Abbas «ne souhaite pas» briguer un nouveau mandat

Le président Mahmoud Abbas a annoncé jeudi qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat à la tête de l'Autorité palestinienne lors des élections générales prévues le 24 janvier.

«J'ai dit au comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et au Comité central du Fatah que je ne souhaite pas me présenter à la prochaine élection (présidentielle)», a affirmé M. Abbas lors d'une conférence de presse à Ramallah, en Cisjordanie.

«Ce n'est pas une manœuvre. J'espère que tout le monde comprendra cette décision et je vais m'efforcer de la faire comprendre», a-t-il ajouté.

La décision du président Abbas, âgé de 73 ans, survient alors que le processus de paix au Proche-Orient est complètement bloqué, les Etats-Unis ayant échoué à convaincre les Israéliens de geler complètement la colonisation dans les territoires palestiniens.

L'Autorité palestinienne réclame un arrêt total de la colonisation israélienne, y compris à Jérusalem-Est (annexée par Israël en juin 1967) avant une reprise des négociations de paix.

Le contentieux de la colonisation constitue la principale pierre d'achoppement à la reprise des négociations israélo-palestiniennes, bloquées depuis près d'un an.

(Source AFP)

05/11/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101601478-mahmoud-abbas-renonce-a-un-nouveau-mandat?xtor=EPR-450206>

Dahlan

Dahlan menace sur Gaza d'une nouvelle guerre

Le membre du comité central du mouvement du Fatah, Mohamed Dahlan, a menacé le peuple palestinien dans la bande de Gaza d'une nouvelle escalade sioniste si le mouvement du Hamas, principale composante de la Résistance, n'accepte pas les conditions du Fatah en vue de l'entente palestinienne.

Parmi ces conditions, la reconnaissance de l'entité sioniste et le démantèlement de la Résistance.

Dahlan a également accusé la Résistance d'œuvrer pour l'assassinat du président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Selon des observateurs, Dahlan, à travers ces propos, prépare son élection à la Présidence de l'Autorité Palestinienne, avec le soutien américano sioniste.

FLASH PALESTINE

19/10/2009

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Les Palestiniens critiquent Hillary Clinton.

Deux responsables palestiniens ont critiqué dimanche la façon dont la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton tente de relancer les négociations de paix israélo-palestiniennes, lui reprochant de ne plus exiger le gel total de la colonisation juive.

Après avoir rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, puis le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, la cheffe de la diplomatie américaine a appelé samedi à une reprise inconditionnelle du processus et salué l'offre israélienne de ralentissement de la colonisation. Jusque-là, Washington exigeait l'arrêt total de la colonisation.

L'Autorités palestinienne a quant à elle réitéré son exigence préalable d'un gel total des constructions dans les implantations de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, qu'elle revendique pour la création de son futur Etat indépendant.

"Je pense que les Etats-Unis ferment les yeux sur la poursuite de la colonisation", a déclaré dimanche le porte-parole du gouvernement palestinien Ghassan Khatib, dans une rare critique ouverte de la stratégie de

Washington. "Appeler à la reprise des négociations malgré la poursuite des constructions dans les colonies n'aide pas, nous avons déjà essayé cela bien des fois", a-t-il dit. "Les négociations portent sur la fin de l'occupation, et la poursuite de la colonisation signifie l'enracinement de l'occupation."

"Si l'Amérique n'arrive pas à faire en sorte qu'Israël respecte le gel de la colonisation, quelle chance les Palestiniens ont-ils d'arriver à un accord avec Israël sur les questions de statut définitif?", a également déclaré le négociateur palestinien Saeb Erekat.

La même déception s'exprimait en Jordanie et en Egypte, les deux seuls pays arabes à avoir signé des accords de paix avec l'Etat hébreu. Le président égyptien Hosni Moubarak a reçu le roi Abdallah II de Jordanie au Caire dimanche. Selon un communiqué du palais royal, les deux hommes "ont insisté sur la nécessité d'un arrêt immédiat de toutes les actions unilatérales israéliennes, qui sapent les chances de paix, en particulier la colonisation".

Mme Clinton aura l'occasion d'entendre les points de vue des ministres arabes des Affaires étrangères au Maroc dans les prochains jours.

Samedi, Benyamin Nétanyahou a déclaré qu'aucune nouvelle implantation juive ne serait créée en Cisjordanie et qu'il suspendrait momentanément tout projet de construction future, mais il a ajouté qu'Israël ne limiterait pas la construction à Jérusalem-Est et a refusé de retirer l'autorisation de construction de 3.000 logements en Cisjordanie.

Encouragé par le soutien de la cheffe de la diplomatie américaine, le Premier ministre israélien a appelé dimanche les Palestiniens à "entendre raison" et revenir à la table des négociations. "Le processus de paix est dans l'intérêt israélien et aussi dans l'intérêt palestinien. C'est important, nous y tenons, et nous espérons que, tout comme nous sommes prêts à commencer des pourparlers sans délai, nous verrons que les Palestiniens ont la même attitude", a-t-il lancé.

Environ 500.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, capturée pendant la guerre des Six-jours de 1967. Israël s'était engagé à cesser toute colonisation dans le cadre de la feuille de route pour la paix au Proche-Orient en 2003 mais la construction a continué.

1/11

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/international/proche_moyenorient/20091101.FAP1144/les_palestiniens_critiquent_hillary_clinton.html

1-3 Sur le terrain.

L'Autorité Palestinienne et les unités spéciales sionistes se coordonnent pour contrôler Al-Qods.

Une rencontre a regroupé le directeur général des services de la sécurité préventive de l'Autorité de Ramallah, le général Ziad Hab al-Rih et son adjoint, Youssef Aïssa, avec le chef de la région centrale de l'armée sioniste, le Major général, Ghadi Chameni, ainsi que le chef de Samera avec un haut officier sioniste dans le siège de la sécurité préventive, à Bethléem, pour discuter d'une augmentation du niveau de coordination sécuritaire dans la vieille ville d'Al-Qods et certains quartiers arabes comme al-Essawia et Beit Hanina.

Ziad Hab al-Rih, a accepté la proposition sioniste, en affirmant qu'il va donner rapidement des ordres allant dans ce sens.

Chameni a déclaré que cette expérience de coordination pourra se développer avec le temps.

Cependant il ne permettra pas aux policiers palestiniens de porter des armes.

Il poursuit en déclarant que la police sioniste souhaite la participation des policiers palestiniens avec les unités spéciales des arabisants qui appartiennent aux gardes-frontières sionistes.

De son côté, un haut officier sioniste a salué le niveau de coordination sécuritaire dans la ville d'Al Khalil, en se vantant de la coopération entre les soldats sionistes et la Sécurité de l'Autorité Palestinienne lors des opérations communes à Al Khalil.

10 octobre 2009

Rassemblement à Ramallah en soutien au président Mahmoud Abbas.

Des centaines de Palestiniens ont manifesté lundi à Ramallah pour apporter leur soutien au président Mahmoud Abbas qui a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat à la tête de l'Autorité palestinienne.

"Ce rassemblement est un message au monde, et en particulier aux Etats-Unis, à Israël et aux pays arabes pour dire que nous sommes avec le président Abbas qui défend les droits du peuple palestinien", a déclaré Tawfik al-Tirawi, un responsable du Fatah, le mouvement de M. Abbas, à Ramallah en Cisjordanie.

La foule, majoritairement composée d'étudiants et de fonctionnaires de l'Autorité palestinienne, brandissait des portraits de M. Abbas pour lui "renouveler leur hommage", ainsi que des photos du leader historique palestinien, Yasser Arafat, décédé il y a cinq ans.

M. Abbas multiplie les manifestations publiques depuis qu'il a annoncé jeudi son intention de ne pas se présenter à sa propre succession lors des élections générales convoquées pour le 24 janvier prochain.

La veille, Mahmoud Abbas s'est rendu à Hébron et à Bethléem, dans le sud de la Cisjordanie, où il s'en est de nouveau pris à Israël pour son refus de geler la colonisation, condition posée par les Palestiniens pour reprendre les négociations de paix avec Israël bloquées depuis près d'un an.

"Israël affirme qu'il rejette des conditions préalables à la reprise des négociations, mais en fait les Israéliens rejettent la paix", a déclaré M. Abbas à Bethléem. "Ils (les Israéliens) ne veulent pas d'un arrêt des colonies ni d'une vision de deux Etats parce qu'ils ne veulent pas la paix".

M. Abbas a également renouvelé son appel à l'unité palestinienne, alors que le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, refuse de signer un accord de réconciliation interpalestinien sous l'égide de l'Egypte. Celui-ci a pour objectif de mettre un terme à la division dans le camp palestinien. "Tout ce que l'on veut est que ce peuple s'unisse, que ses paroles et ses actes ne fassent qu'un pour un seul pays", a déclaré M. Abbas. Sa décision de ne pas se présenter à sa propre succession intervient alors que le processus de paix au Proche-Orient est complètement bloqué, les Etats-Unis ayant échoué à convaincre les Israéliens de geler complètement la colonisation. Agé de 74 ans, il a été élu en 2005 à la tête de l'Autorité palestinienne. L'Autorité palestinienne réclame un arrêt total de la colonisation, y compris à Jérusalem-est (annexée par Israël en juin 1967) avant une reprise des négociations de paix. Le contentieux de la colonisation constitue la principale pierre d'achoppement à la reprise des négociations.

(AFP)

09 novembre

<http://www.romandie.com/ats/news/091109121807.bt1hdoy9.asp>

Rassemblement à Ramallah en soutien au président Mahmoud Abbas. (2)

Des milliers de Palestiniens ont manifesté, dimanche 8 novembre, à Hébron pour exhorter Mahmoud Abbas à revenir sur sa décision de ne pas briguer un deuxième mandat à la présidence de l'Autorité autonome. Abbas, qui effectuait un déplacement dans cette ville, a brièvement pris la parole à cette occasion, sans évoquer sa décision.

La visite d'Abbas et les manifestations ont été retransmis en direct par la télévision palestinienne, qui multiplie les programmes de soutien au président de l'Autorité autonome depuis qu'il a annoncé jeudi ne pas désirer se présenter à l'élection prévue le 24 janvier prochain.

08.11

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/08/mahmoud-abbas-avoue-ne-pas-savoir-ce-que-veux-israel_1264388_3218.html#ens_id=1263414

1-4 Les grandes manœuvres.

Al Bitawi: les restrictions sécuritaires d'Abbas contre les députés du Hamas sont insupportables.

"Les restrictions et agressions des éléments de la sécurité du président sortant, Mahmoud Abbas, en Cisjordanie ne vont pas effrayer les députés du Hamas malgré que ces tentatives menacent d'assassiner certains d'entre eux", a contesté le député Hamed Al Bitawi contre les escalades agressives des soldats d'Abbas.

Al Bitawi a mis en garde contre les campagnes très agressives des soldats d'Abbas, en les qualifiant d'insupportables.

"Pourquoi les soldats d'Abbas exécutent-ils ces campagnes agressives en paralysant toutes les activités des députés du Hamas et poursuivent régulièrement ses partisans et résistants, alors qu'ils se cachent lors des incursions des forces armées occupantes?", s'est interrogé Al Bitawi en protestant contre les pratiques inhumaines des services sécuritaires d'Abbas.

Al Bitawi s'est pris fortement contre les agressions et violations des soldats de l'autorité palestinienne, en proclamant : "où est la démocratie d'Abbas, du Fatah et de leurs partisans? Où est leur respect à la loi?"

Al Bitawi a condamné d'une manière très ferme les tentatives d'assassinats contre lui, par les soldats de la sécurité préventive, alliés au président sortant, Mahmoud Abbas.

Al Bitawi

CPI

02/11/2009

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7AIZsZnrQURmJPF5XvHSFvF1aMFQqfZpDIT3T93i6O%2fNRDsyTFyZHMZXHODL%2fQPxWGx3exMef3kfgb%2bdrvXjUZMzWmNUFp%2fuLS1xAFgOeuj8%3d>

Le Hamas accuse Abbas d'«usurpation» de pouvoir.

M. Abbas a convoqué des élections présidentielle et législatives à Jérusalem, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza le dimanche 24 janvier, selon un décret présidentiel publié vendredi soir à Ramallah (Cisjordanie).

Le Hamas conteste la légitimité de M. Abbas au nom de la Loi fondamentale palestinienne qui fixe à quatre ans le mandat du président.

Mahmoud Abbas « doit être jugé pour usurpation de la qualité de président de l'Autorité palestinienne », a affirmé Ahmad Bahar, vice-président du Conseil législatif palestinien (CLP, le Parlement palestinien), lors d'une conférence de presse à Gaza.

Ce décret n'a «aucune valeur d'un point de vue constitutionnel », a estimé M. Bahar, en précisant que le mandat du président de l'Autorité palestinienne avait expiré en janvier 2009.

Toutefois, le mandat de quatre ans de M. Abbas, élu le 9 janvier 2005, a été prorogé par l'Autorité palestinienne d'une année pour faire coïncider le scrutin présidentiel avec les élections législatives.

La législature de l'actuel Parlement palestinien, expire en janvier 2010, d'où l'obligation pour le président Abbas de convoquer des élections à cette date.

26 octobre 2009

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/635760/Le_Hamas_accuse_Abbas_d%27%3C%3C+urpation+%3E%3E_de_pouvoir.html

Le Hamas exclu la participation aux élections présidentielle et législatives.

Le Hamas a exclu que les Palestiniens de la bande de Gaza participent aux élections présidentielle et législatives de janvier convoquées par le président Mahmoud Abbas, chef du Fatah.

Le ministère de l'Intérieur du gouvernement dirigé par le Hamas dans la bande de Gaza a déclaré que la convocation aux élections du 24 janvier avait été émise sans l'accord du Hamas et d'autres factions et était illégale.

"Tous préparatifs, toute commission, tout recensement de noms seront considérés comme des actes illégaux et donneront lieu à des poursuites", a déclaré Ehab Al-Ghsain, porte-parole du ministère.

Il a ajouté que le ministère avait ordonné aux responsables locaux de ne pas coopérer avec Mahmoud Abbas dont le parti laïc domine la vie politique en Cisjordanie mais a été chassé de la bande de Gaza.

Le Hamas a précisé que sa décision impliquait une interdiction faite à la Commission électorale centrale (CEC), qui dispose de cinq bureaux dans la bande de Gaza, d'obéir aux ordres de Mahmoud Abbas.

L'actuelle CEC n'est plus habilitée à préparer des élections car les factions palestiniennes sont convenues lors de discussions de réconciliation menées sous médiation égyptienne de la nécessité de former une nouvelle instance, a déclaré Ghsain.

MARGE DE MANOEUVRE?

En Cisjordanie, la CEC a demandé au personnel qui a travaillé aux précédentes élections de prendre contact avec elle en Cisjordanie et à Gaza afin de préparer le prochain scrutin.

A la différence du Fatah, le Hamas n'a toujours pas signé un projet d'accord de réconciliation proposé par l'Egypte qui aurait fixé la date du 28 juin 2010 pour les prochaines élections.

Des politologues estiment que ce différend sur les élections pourrait être tactique et laisser aux deux parties une marge de manoeuvres suffisante pour permettre un apaisement. Abbas a déclaré qu'il pourrait reporter le scrutin si le Hamas accepte la réconciliation et le Hamas a fait savoir qu'il pourrait participer à des élections l'été prochain.

Un diplomate proche des discussions du Caire a néanmoins estimé que Abbas n'aurait d'autre choix que de procéder aux élections en janvier si aucun accord n'intervenait dans les deux prochains mois.

Un juriste palestinien a observé qu'Abbas ne peut reporter le scrutin, maintenant qu'il a promulgué un décret présidentiel, à moins que le Parlement y consente. Mais le fonctionnement du Parlement est actuellement bloqué par les divisions entre le Hamas et le Fatah.

Certains dirigeants du Hamas ont dit que le mouvement islamiste pourrait décider d'organiser des élections distinctes en janvier dans la bande de Gaza, ce qui perpétuerait les divisions et ferait de Gaza et de la Cisjordanie des entités géographiques et politiques distinctes.

28/10

http://fr.news.yahoo.com/4/20091028/twl-palestiniens-election-hamas-38cfb6d_1.html

Une démission de M. Abbas entraînerait l'effondrement de l'Autorité palestinienne.

Le président Mahmoud Abbas pourrait démissionner si les efforts américains en vue de relancer le processus de paix avec Israël échouent, a prévenu mardi un haut responsable palestinien.

«Le président Abbas n'est pas en train de s'amuser. Il n'a pas l'intention de s'accrocher à la présidence simplement pour le titre. Il veut être président d'un État palestinien», a déclaré à l'AFP le négociateur Saëb Erakat. «Si le président Abbas a le sentiment que son projet d'établir un État palestinien est en danger et qu'Israël veut détruire l'idée d'un État palestinien, je pense qu'il ne va pas rester à sa place à la présidence», a ajouté M. Erakat.

Une démission de M. Abbas entraînerait l'effondrement de l'Autorité palestinienne.

Déjà jeudi, Mahmoud Abbas a annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat lors des élections générales palestiniennes, qu'il a convoquées pour le 24 janvier, en raison du blocage du processus de paix suspendu depuis l'offensive israélienne contre la bande de Gaza en décembre 2008.

Les Palestiniens réclament un arrêt total de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée avant de reprendre les négociations avec les Israéliens. Ces derniers proposent un gel partiel des colonies et réclament une reprise des discussions sans condition préalable.

Agence France-Presse

10 novembre 2009

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/200911/10/01-920252-mahmoud-abbas-pourrait-demissionner.php>

Mahmoud Abbas affirme qu'Israël n'avait rien fait pour avancer vers la paix. ...

Des milliers de Palestiniens ont manifesté, dimanche 8 novembre, à Hébron pour exhorter Mahmoud Abbas à revenir sur sa décision de ne pas briguer un deuxième mandat à la présidence de l'Autorité autonome.

Abbas, qui effectuait un déplacement dans cette ville, a brièvement pris la parole à cette occasion, sans évoquer sa décision.

Il a affirmé qu'Israël n'avait rien fait pour avancer vers la paix. *"Il semble qu'il ne veuille pas la paix, qu'il ne veuille pas cesser la colonisation et qu'il rejette le concept de deux Etats [...] Je ne sais donc pas ce qu'ils veulent"*, a-t-il avoué.

La visite d'Abbas et les manifestations ont été retransmis en direct par la télévision palestinienne, qui multiplie les programmes de soutien au président de l'Autorité autonome depuis qu'il a annoncé jeudi ne pas désirer se présenter à l'élection prévue le 24 janvier prochain.

08.11

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/08/mahmoud-abbas-avoue-ne-pas-savoir-ce-que-veux-israel_1264388_3218.html#ens_id=1263414

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général

Violences à Jérusalem : les Palestiniens en appellent au Conseil de sécurité de l'ONU

Des heurts ont éclaté dimanche 25 octobre à Jérusalem entre fidèles musulmans et policiers israéliens, faisant des dizaines de blessés sur l'esplanade des Mosquées.

Le représentant permanent des Palestiniens à l'ONU, Riyad Mansour, a appelé lundi le Conseil de sécurité à agir d'urgence pour faire cesser ce qu'il a qualifié d'*"actes illégaux et agressifs"* de la part d'Israël sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Des heurts ont éclaté dimanche entre fidèles musulmans et policiers israéliens sur cette esplanade – appelée mont du Temple par les juifs –, faisant une trentaine de blessés. Ce site, qui abrite la mosquée Al-Aqsa et le dôme du Rocher, est le troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine. Il est aussi l'endroit le plus sacré pour les juifs.

POUR UNE "ACTION URGENTE"

"La communauté internationale ne peut rester bras croisés alors qu'Israël, puissance occupante, persiste à commettre des actes illégaux et agressifs, en particulier à Jérusalem-Est", déclare M. Mansour dans une lettre adressée à la présidence du Conseil de sécurité, assurée ce mois-ci par le Vietnam, et rendue publique lundi. La lettre appelle le Conseil à assumer ses responsabilités pour *"faire respecter le droit international et empêcher une situation déjà volatile de se détériorer davantage"*. Le conflit autour de ce site s'est rallumé fin septembre, des Palestiniens protestant contre l'intrusion selon eux d'extrémistes juifs venus prier sur l'esplanade, ce que la police israélienne a démenti. *"Nous appelons à une action urgente pour contraindre Israël à cesser ses pratiques illégales"*, conclut la lettre de M. Mansour.

27/10

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/10/27/violences-a-jerusalem-les-palestiniens-en-appellent-au-conseil-de-securite-de-l-onu_1259125_3218.html#ens_id=1228030

b) Politique Israélienne

Peres, Netanyahu & Lieberman

Shimon Peres : " *Ne partez pas*", "

Depuis l'annonce de son désistement à l'élection présidentielle, de nombreux observateurs s'interrogent sur le sens à donner à son initiative. Pour certains, il pourrait s'agir d'une décision tactique visant à pousser les Etats-Unis à faire pression sur Israël pour obtenir l'arrêt des constructions dans les colonies juives de Cisjordanie.

A 74 ans, Abbas a construit toute sa carrière politique sur la négociation d'un accord de paix avec Israël.

En Israël, le président Shimon Peres a demandé à Mahmoud Abbas de reconsidérer sa décision. *"Je lui dis en collègue : ne partez pas"*, a-t-il déclaré samedi soir lors d'un rassemblement à la mémoire du premier ministre assassiné Yitzhak Rabin. Abbas, a poursuivi Peres, a vécu *"de nombreuses déceptions, de nombreuses frustrations"*, mais, *"connaissant mon peuple et le gouvernement d'Israël, je veux vous dire qu'Israël veut une paix véritable"*.

Mais Peres est pratiquement le seul dirigeant israélien à avoir demandé publiquement à Abbas de revenir sur sa décision.

Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères et chef de file du parti ultranationaliste Israël Betenou, a déclaré pour sa part qu'il ne prenait pas au sérieux l'annonce du président de l'Autorité palestinienne

08.11

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/08/mahmoud-abbas-avoue-ne-pas-savoir-ce-que-veux-israel_1264388_3218.html#ens_id=1263414

Netanyahu

Netanyahu triomphe après avoir reçu le soutien de Washington.

Le Premier ministre Netanyahu savourait sa victoire après avoir reçu le soutien de Washington pour une reprise des négociations de paix sans gel préalable de la colonisation, comme l'exigent les Palestiniens.

"J'espère beaucoup que les Palestiniens vont comprendre qu'ils doivent s'engager dans le processus de paix, car c'est leur intérêt comme le notre", a affirmé Benjamin Netanyahu avant la séance hebdomadaire du gouvernement.

"Pour relancer le processus de paix, nous avons facilité la vie quotidienne des Palestiniens et prouvé que nous sommes déterminés à faire ce qu'aucun autre gouvernement israélien n'a fait depuis le déclenchement de ce processus il y a seize ans", a-t-il ajouté.

Il a indiqué que l'émissaire spécial américain pour le Proche-Orient George Mitchell prolongera d'un jour son séjour dans la région "car des efforts concertés sont déployés pour permettre la reprise du processus de paix". La veille à Jérusalem, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait apporté son soutien à sa demande de reprendre au plus vite et sans condition les négociations de paix avec les Palestiniens.

Le vice-ministre israélien des Affaires étrangères Danny Ayalon s'est félicité de cette volte-face alors que l'administration américaine exigeait jusqu'ici qu'Israël gèle totalement la colonisation avant le redémarrage des pourparlers de paix. "La preuve est faite que les Etats-Unis sont nos meilleurs amis et que l'attitude ferme d'Israël sur ses positions est payante", a-t-il déclaré sur la radio publique.

"Aucun autre pays n'a jamais fait plier les Etats-Unis. Mais Israël, l'occupant, reçoit un traitement différent, alors qu'il continue de se moquer de l'Amérique et du monde en construisant dans les colonies et de priver les Palestiniens de leurs droits", écrit de son côté l'éditorialiste Gideon Lévy dans le quotidien israélien libéral Haaretz.

Al Manar

01/11/2009

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=109493&language=fr>

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Le gouvernement israélien opte pour le veto américain.

Le gouvernement de l'entité sioniste a durci, mardi 20 octobre, son opposition aux demandes internationales visant à constituer une commission indépendante qui serait chargée d'enquêter sur le comportement de son armée pendant l'agression contre Gaza.

Il a annoncé qu'il exhorterait les Etats-Unis à empêcher l'examen de cette question aux Nations unies.

Cette décision a été annoncée lors d'une réunion extraordinaire du gouvernement pour discuter du rapport Goldstone.

FLASH PALESTINE

19/10/2009

Armée israélienne : montée en puissance des rabbins militaires

L'armée israélienne change.

Fière de son caractère autrefois laïque, ses unités de combat se remplissent de ceux qui considèrent que les « guerres d'Israël » sont des « guerres de Dieu » ou *jihad* comme le reconnaît le général de réserve, Nehemia Dagan qui ajoute « une fois que c'est une guerre sainte, il n'y a plus de limites ».

Les rabbins militaires deviennent de plus en plus puissants car issus d'écoles d'officiers et férus tant de théologie que d'art militaire ; ils constituent une élite au sein de l'armée. Leur principal devoir est d'entretenir le moral des soldats sur le champ de bataille. Ils se sont illustrés lors de la dernière offensive contre Gaza en janvier 2009 : ils ont accompagné les unités de combat, ont, pour certains, soufflé dans « la corne de bélier, comme Joshua quand il conquiert Israël ; cela donne à la guerre un cachet plus sacré » ; ils ont distribué des pamphlets religieux, qualifiant les Palestiniens de « fils de l'ombre » ou de « Philistins », les pires ennemis des Hébreux bibliques. La hiérarchie de l'armée israélienne a essayé de prendre ses distances, mais ces écrits portent le sceau de l'armée ! Les nombreux séminaires religieux d'Israël sont le principal foyer de recrutement pour les unités de combat alors que les recrues moins marquées idéologiquement essaient de les éviter. Le prochain test pour l'armée israélienne sera l'éventuelle évacuation des civils des colonies car la plupart des officiers israéliens vit dans ces colonies.

Une telle opération déchirera l'armée car « s'il y a conflit entre les ordres politiques du gouvernement et un message contradictoire des rabbins, les colons et les soldats de l'extrême droite religieuse suivront les rabbins ».

<http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk./2->

2-3 Sur le terrain.

05-11

Le ministre de la sécurité intérieure, Itzhak Aharonovitch, a décidé de former des unités spéciales de police pour les déployer dans les villes et villages arabes, dans les territoires palestiniens occupés en 1948, sous prétexte de lutter contre la violence dans ces régions.

Le journal hébreu, Maariv, a prétendu que ce pas vise à lutter contre la violence au sein des arabes, notamment après les affrontements sanglants qui ont éclaté avant un an entre les arabes et les sionistes dans la ville d'Akka, après qu'un soldat sioniste a effectué un massacre contre les arabes dans la ville, en tuant 4 personnes. Il est prévu que ces unités spéciales vont être formées des éléments de la police, des services sécuritaires du Shabak et des milices des gardes-frontières sionistes.

Le journal a souligné qu'on a déployé certains éléments de ces unités dans le village de Touba al-Zangheria, au nord des territoires palestiniens occupés en 1948.

http://www.alterinfo.net/notes/L-occupation-decide-de-former-des-unites-de-police-pour-les-deployer-dans-les-villes-arabes_b1687622.html

La police arrête un colon soupçonné d'avoir tué des Palestiniens

La police israélienne a interpellé un colon accusé d'avoir tué deux Palestiniens et d'avoir commis des attentats à la bombe.

De nombreuses armes, dont des fusils d'assaut, ont été retrouvées à son domicile.

Par [Dépêche](#) (texte)

[Christophe DANSETTE](#) (vidéo) Visionner la vidéo en cliquant sur le lien en dessous de l'article

AFP –

La police israélienne a annoncé dimanche l'arrestation d'un colon soupçonné d'avoir tué deux Palestiniens en 1997 et commis plusieurs attentats à la bombe, dont un qui avait visé l'universitaire de gauche Zeev Sternhell. Le suspect, Jack Teitel, âgé de 37 ans et originaire des Etats-Unis, a été arrêté le mois dernier, a révélé le chef de la police à Jérusalem, le commissaire Aharon Frenkel, lors d'une conférence de presse.

Marié, père de quatre enfants, ce trentenaire réside dans la colonie de Shvout Rahel, en Cisjordanie.

Il a avoué le meurtre d'un chauffeur de taxi de Jérusalem-est, et d'un berger palestinien au sud d'Hébron (Cisjordanie). Il a justifié ces meurtres en expliquant qu'il voulait venger des attentats suicide commis en Israël par des groupes palestiniens, a ajouté la police.

Il est également accusé d'avoir posé une bombe à proximité d'un couvent, près de Beit Shemesh, à l'ouest de Jérusalem, il y a deux ans et demi. Un Palestinien avait été blessé par l'explosion.

En mars 2008, il aurait envoyé un colis piégé à une famille appartenant à un groupe de juifs messianiques, qui croient en Jésus. Un adolescent de 15 ans avait été grièvement blessé en ouvrant ce colis.

Le 24 septembre 2008, il aurait en outre posé un engin piégé à Jérusalem à l'entrée de la maison du professeur d'histoire, Zeev Sternhell, connu pour ses opinions de gauche.

Agé de 74 ans, ce professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem et spécialiste du fascisme avait été légèrement atteint à une jambe.

La police a découvert de nombreuses armes dissimulées au domicile du suspect dont des fusils d'assaut, des pistolets et des munitions qu'il avait réussi à faire entrer en fraude des Etats-Unis.

Il a été arrêté le mois dernier alors qu'il collait des affichettes à Jérusalem appelant au meurtre d'homosexuels tout en faisant l'apologie de l'attentat contre un centre d'aide à la communauté gay qui a fait deux morts le 1er août à Tel-Aviv.

Selon les enquêteurs, il a agi seul sans complice.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a pour sa part déploré dans un communiqué l'existence "parmi nous d'une minorité qui n'est pas prête à accepter la démocratie et l'état de droit".

"Cette minorité ne représente qu'un petit groupe marginal, mais nous avons déjà pu constater l'étendue des dégâts qu'un assassin peut provoquer", a ajouté M. Netanyahu en faisant allusion au meurtre d'Yitzhak Rabin, le Premier ministre tué le 4 novembre 1995 par un extrémiste de droite à Tel Aviv.

Les dirigeants colons ont condamné ces attaques. "Le suspect est un homme étrange, qui ne représente pas notre communauté", a affirmé Avi Raveh, un responsable colon à la radio.

<http://www.france24.com/fr/20091102-israel-police-arrete-colon-suspect-jack-teitel-accuse-meurtres-palestiniens-attentats-bombe-zeev-sternhell>

2-4 Les grandes manœuvres...

Les dirigeants israéliens préféreraient que Mahmoud Abbas reste au pouvoir.

M. Abbas a annoncé jeudi qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat lors des élections générales palestiniennes prévues en janvier, manifestant ainsi sa frustration devant le blocage du processus de paix.

Les dirigeants israéliens, tout en s'abstenant de faire des commentaires publics, ont exprimé vendredi leur préférence pour que le président palestinien Mahmoud Abbas, reste au pouvoir.

"Nous considérons Abbas comme un partenaire pour la paix aussi longtemps qu'il est au pouvoir", a déclaré un haut responsable gouvernemental.

"Nous aimerions démarrer les négociations dès que possible avec la direction palestinienne modérée", a-t-il ajouté sous couvert de l'anonymat.

"Nous ne nous immisons pas dans les affaires internes des autres. Mais il est évident qu'Israël et les Etats-Unis ont tout intérêt à ce que les Palestiniens aient une direction pragmatique et responsable", a déclaré à la radio le vice-ministre israélien des Affaires étrangères Danny Ayalon.

La décision du président palestinien de ne pas se représenter est analysée comme un "coup tactique" par les dirigeants et les éditorialistes israéliens.

"Cette annonce est un coup tactique destiné d'abord à faire pression sur les Etats-Unis tout en répondant à des besoins internes" palestiniens, a déclaré un responsable gouvernemental non identifié au quotidien Yediot Aharonot.

"Néanmoins, le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) ne souhaite pas le départ de Mahmoud Abbas, car après lui viendront des dirigeants plus extrémistes", explique-t-il.

Selon le quotidien Haaretz, le président israélien Shimon Peres a appelé au téléphone M. Abbas vendredi matin pour lui demander de rester en poste.

"Si vous partez, les Palestiniens vont perdre leur chance de parvenir à un Etat indépendant et la situation dans la région va se dégrader", a plaidé M. Peres, cité par le journal.

Le ministre israélien de l'Environnement, Gilad Erdan, un proche de M. Netanyahu, a néanmoins accusé à la radio le président palestinien "de n'avoir rien fait en cinq ans pour parvenir à la paix".

La décision de M. Abbas, survient au moment où le processus de paix au Proche-Orient est complètement bloqué, les Etats-Unis ayant échoué à convaincre les Israéliens de geler totalement la colonisation dans les territoires palestiniens.

L'Autorité palestinienne réclame un arrêt de la colonisation israélienne, y compris à Jérusalem-est (annexée par Israël en juin 1967) avant de reprendre les négociations.

6/11

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/dirigeants-israeliens-prefereraient-mahmoud-abbas-reste-pouvoir>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Israël bloque les équipements médicaux destinés à Gaza.

Les autorités israéliennes interdisent la fourniture à la bande de Gaza d'équipements médicaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'un montant de 800.000 dollars, a annoncé jeudi une source de l'OMS.

Selon la source, Israël a interdit jeudi le passage d'équipements médicaux par le check-point de Kerem Shalom.

Toutefois, l'OMS possède toutes les autorisations nécessaires accordées par les autorités israéliennes.

Israël, contrôlant le territoire frontalier avec la bande de Gaza, n'autorise que la livraison dans l'enclave palestinienne de fret humanitaire et autres articles de première nécessité.

L'enclave palestinienne subit le blocus égypto-israélien depuis le milieu de 2007, lorsque le Hamas a arraché le pouvoir à Gaza au Fatah dirigé par le président Mahmoud Abbas.

RIA Novosti.

30/10

<http://fr.rian.ru:80/world/20091030/123776756.html>

28-10

Au mépris des inquiétudes suscitées par cette pratique parmi la communauté internationale, les autorités israéliennes ont encore démolé hier deux maisons palestiniennes dans la partie orientale occupée de Jérusalem. Selon la municipalité de Jérusalem, proclamée capitale réunifiée d'Israël après la prise de la vieille ville en 1967, les habitants concernés n'étaient pas en possession de permis de construire en bonne et due forme.

28/10

<http://www.lorientlejour.com/>

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Prisonniers palestiniens : plus de 25 ans dans les geôles israéliennes

OU EST LA CONSCIENCE MORALE DE L'HUMANITE ??

Ils sont treize Palestiniens détenus depuis plus d'un quart de siècle par les sionistes criminels.

Plus de 25 ans d'emprisonnement parce que ces héros ont décidé de lutter contre l'occupation de leur pays. Dans les prisons de l'occupation, ils résistent à la mort, à la maladie, à l'humiliation quotidienne. Ces héros de la résistance nationale palestinienne sont privés de leurs familles, qui les attendent depuis plus de 25 ans.

Israël l'Etat colonial et spoliateur de la terre, de la mer et de l'air, spoliateur de la vie, refuse de les libérer. Le seul moyen de les libérer, après constat de l'absence de conscience de ceux qui sont dénommés "la communauté internationale" consiste à kidnapper des soldats sionistes pour faire l'échange.

C'est pourquoi il est important que tous les hommes et femmes libres de ce monde agissent pour réclamer leur libération immédiate, en refusant la logique sioniste qui agite le chantage de libérer certains comme "signe de bonnes intentions" envers l'Autorité de Mahmoud Abbas, comme cela s'est passé il y a presque un an, ces héros devenant ainsi une monnaie d'échange.

Il est important qu'ils soient libérés la tête haute et dignes, comme l'ont été les prisonniers libanais et parmi eux, Samir al-Qintar, en juillet 2007.

Prisonniers palestiniens depuis plus de 25 ans :

- 1) Na'il Abdallah al-Barghouty, de la région de Ramallah, détenu depuis le 4 avril 1978, célibataire, né en 1957.
- 2) Fakhri al-Barghouty, de la région de Ramallah, arrêté depuis le 23 juin 1978, marié, né en 1954.
- 3) Akram Abdel Aziz Mansour, de Qalqyiah, arrêté depuis le 2 août 1979, célibataire, né en 1962.
- 4) Fouad Qâsim al-Râzim, d'al-Quds, arrêté depuis le 30 janvier 1981, célibataire, né en 1958.

- 5) Ibrahim Fadl Nimr Jâbir, d'al-Khalil, arrêté depuis le 8 janvier 1982, marié, né en 1954.
- 6) Hassan Ali Nimr Salma, de Ramallah, arrêté depuis le 8 août 1982, marié, né en 1958.
- 7) Uthman Ali Hamdan Muslih, de Nablus, arrêté depuis le 15 octobre 1982, marié, né en 1952.
- 8) Sami Khalid Salameh Younis, de 'Ara (Palestine 48), arrêté depuis le 5 janvier 1983, marié, né en 1932.
- 9) Karim Yousef Younis, de 'Ara (Palestine 48), arrêté depuis le 6 janvier 1983, célibataire, né en 1958.
- 10) Mahir Abdel-Latif Younes, de 'Ara (Palestine 48) arrêté le 20 janvier 1983, célibataire, né en 1957.
- 11) Salim Ali al-Kayyal, de Gaza, arrêté depuis le 30 mai 1983, marié, né en 1952.
- 12) Hafiz Nimr Qinds, de Yafa (Palestine 48), arrêté depuis le 15 mai 1984, célibataire, né en 1958.
- 13) Issa Nimr Abd Rabbo, Dheyshe, Bethlehem, arrêté depuis le 21 octobre 1984, célibataire, 46 ans.

Diffusez cette liste, martelez leurs noms, réclamez leur libération.

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

L'Iran salue l'examen du rapport Goldstone à l'Assemblée générale de l'ONU

Mohammad Khazaï, ambassadeur et représentant permanent de la RII à l'ONU, s'exprimant à la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU destinée à examiner les crimes de guerre commis par le régime sioniste, a salué la démarche de cette Assemblée pour examiner ces crimes. En allusion à l'adoption dans ce sens d'une résolution par le Conseil des droits de l'Homme, Khazaï a ajouté que cette action donnait l'occasion à l'ONU de traduire en justice le régime sioniste pour avoir perpétré des crimes contre le peuple innocent palestinien. Lors de son offensive sauvage contre la Bande de Gaza, le régime sioniste a tué en martyr plus de 1400 citoyens palestiniens dont des femmes et des enfants et blessé des milliers d'autres. En prenant pour cible les civils et usant des bombes au phosphore et à fragmentation et détruisant les infrastructures, ce régime, a consciemment violé les droits de l'homme et les lois sur l'interdiction d'attaquer les civils. Le rapport de la Commission d'enquête onusienne préparé par le juge Goldstone et ratifié par le Conseil onusien des droits de l'Homme, qualifie les actes du régime sioniste à Gaza de crimes de guerre. Ce rapport montre en effet certains aspects des crimes inhumains d'Israël contre la nation palestinienne, alors que depuis 60 ans, le régime sioniste, s'appuyant sur des actes barbares a fondé son existence illégitime sur les bases du terrorisme et de l'usurpation de la terre de Palestine, profitant également du soutien des grandes puissances et poursuivant le génocide du peuple palestinien et la destruction de toutes les manifestations de la culture islamique à Beïtalmoghadas. Pour cette raison, la communauté internationale demande d'agir de façon claire et transparente face aux crimes sionistes et le rapport Goldstone rappelle qu'une politique de deux poids deux mesures et les considérations politiques ne soient pas des obstacles à punir les criminels. Les pays non-Alignés, ceux de l'OIC et de la Ligue arabe ont présenté à l'Assemblée générale l'avant-texte d'une résolution qui en condamnant les crimes d'Israël à Gaza, demandent l'examen du rapport Goldstone par le Conseil de sécurité. Certainement, avec le silence de mort affiché par ce Conseil devant les crimes du régime sioniste, on ne peut pas s'attendre à ce que la justice soit faite, et ce dans une conjoncture où, la nation palestinienne se trouve sous le coup des démarches les plus agressives et du blocus du régime sioniste qui viole constamment les droits légitimes du peuple palestinien.

06/11/2009

<http://french.trib>

<http://www.alterinfo.net/notes/>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama - Clinton

Obama

Obama reçoit discrètement Netanyahu ...

Le Premier ministre Netanyahu a passé 1H40 à la Maison Blanche lundi soir, mais ses entretiens avec le président Barack Obama ont été entourés d'un huis clos total qui en dit long sur les crispations entre les deux grands pays alliés.

La Maison Blanche s'est contentée d'un compte rendu de trois phrases rapportant que MM. Obama et Netanyahu avaient "discuté de l'Iran et de la manière de faire avancer la paix au Proche-Orient", sans plus de détails.

M. Obama a réaffirmé le "ferme engagement" américain à assurer la sécurité d'Israël, a-t-elle dit.

M. Netanyahu est arrivé à la Maison Blanche juste avant 19H00 (00H00 GMT mardi) et en est reparti à 20H40, sans dire un mot à la presse qui ne l'a aperçu que brièvement à son arrivée et son départ en voiture.

Comme prévu, à aucun moment les deux dirigeants ne sont apparus ensemble devant la presse, fait exceptionnel pour une rencontre entre le président américain et un haut dirigeant étranger, a fortiori quand il s'agit du Premier ministre israélien.

Le délabrement de l'édifice de paix israélo-palestinien était déjà apparu avant la rencontre: l'Autorité palestinienne a dit craindre un déchaînement de violence, M. Netanyahu a protesté de la bonne volonté israélienne et la Maison Blanche a tâché de présenter sous une lumière pas trop défavorable les discussions prévues entre M. Obama et

M. Netanyahu.

Nabil Abou Roudeina, porte-parole de l'Autorité palestinienne, a mis en garde contre un nouvel embrasement "si l'Amérique continue à se montrer incapable d'assumer le rôle qu'on attend d'elle".

"La violence va exploser pour combler le vide causé par l'échec des efforts pour relancer le processus de paix si l'administration américaine ne fait pas rapidement pression sur le gouvernement israélien", a-t-il dit à l'AFP.

"Je dis aujourd'hui à Mahmoud Abbas, le dirigeant de l'Autorité palestinienne: saisissons l'occasion de conclure un accord historique.

Commençons les discussions immédiatement", a répondu M. Netanyahu devant des organisations juives à Washington avant d'être reçu par M. Obama.

Pour la presse israélienne, l'invitation de dernière minute à la Maison Blanche relevait de la rebuffade.

M. Obama ferait ainsi payer à M. Netanyahu l'état des efforts de paix entre Israéliens et Palestiniens et l'embarras qu'il représente pour son administration.

Toute l'énergie déployée par l'administration Obama s'est heurtée au refus de M. Netanyahu de geler complètement la colonisation, gel sans lequel les Palestiniens refusent de reprendre les tractations.

L'insistance initiale de l'administration à réclamer un tel gel, puis son fléchissement devant la résistance de M. Netanyahu ont été perçus comme une sérieuse erreur de calcul.

"Aucun gouvernement israélien ne s'est montré plus disposé à réfréner les activités de colonisation", a dit M. Netanyahu.

Le porte-parole de M. Obama, Robert Gibbs, a, lui, assuré que l'administration américaine continuait à réclamer un gel complet de la colonisation.

L'administration Obama se débat avec les retombées de propos tenus par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton en Israël fin octobre. Elle avait provoqué la consternation chez les Palestiniens et les Arabes et renforcé l'impression d'une diplomatie américaine en plein désarroi en saluant une offre de M. Netanyahu, non pas d'arrêter complètement, mais de limiter la colonisation.

Depuis lors, la frustration palestinienne s'est exprimée encore plus bruyamment dans la décision de M. Abbas, interlocuteur des Israéliens et des Américains depuis des années, de ne pas se représenter à la tête de l'Autorité palestinienne en janvier.

AFP

10 novembre 2009

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/obama-recoit-discretement-netanyahu-pleine-crise-efforts-paix-0>

Silence médiatique.

Le Premier ministre Binyamin Netanyahu s'est entretenu lundi soir avec le président Barack Obama sur la paix au Proche-Orient, l'Iran et la sécurité d'Israël.

La rencontre d'une heure et quarante minutes a été suivie d'un silence médiatique inhabituel.

Même la photo officielle de rigueur n'a pas eu lieu. Nulle conférence de presse n'a été organisée et le ministre de la Défense Ehoud Barak a renoncé à donner des interviews à la radio après les discussions.

Un court communiqué a été publié par la Maison Blanche auquel se sont référés les deux parties :

"Le président a réaffirmé notre fort engagement envers la sécurité d'Israël, et discuté de coopération sécuritaire sur différents points".

Et d'ajouter : "Le président et le Premier ministre ont également traité de l'Iran et des moyens de faire avancer la paix au Proche-Orient."

Interrogé sur le caractère étrange d'une telle rencontre sans suivi médiatique, le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, répond :

"Le président voulait un entretien avec le Premier ministre Netanyahu. C'est ce qu'il a eu."

Auparavant, Obama avait rencontré 60 représentants d'organismes juifs américains après l'annulation de sa participation à l'Assemblée générale des fédérations juives.

Il les a remerciés pour "le nombre incalculable d'heures de tzedaka [collecte de fonds pour les œuvres de bienfaisance]".

Des invités à la réception ont confié au Jerusalem Post qu'Obama n'avait évoqué ni Israël ni le Moyen-Orient, bien que plusieurs membres de l'assistance aient soulevé le sujet lors de sa brève apparition.

10.11.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1257770028037&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

Clinton

Colonies israéliennes : Clinton souffle le chaud et le froid.

Après avoir officialisé à Jérusalem le recul américain sur la colonisation, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton déclare au Caire, mercredi 4 novembre, que Washington ne reconnaît pas la légitimité des activités de colonisation des Israéliens dans les territoires occupés.

"Nous avons la très ferme conviction que mettre fin à toutes les activités de colonisation, actuelles et à venir, serait préférable", a déclaré Hillary Clinton après une entrevue avec des dirigeants égyptiens, dont le président Hosni Moubarak. "Il n'y a de doute dans l'esprit de personne que la voie vers un Etat palestinien (...) doit inclure toutes les questions (...), et cela comprend celle de Jérusalem", revendiquée comme capitale par les deux parties, a-t-elle déclaré dans une conférence de presse avec son homologue égyptien, Ahmed Aboul Gheit.

"Je peux assurer que notre objectif est de parvenir à un véritable Etat [palestinien], avec une vraie souveraineté", a poursuivi la chef de la diplomatie américaine. M^{me} Clinton a également affirmé que rien ne pouvait la "dissuader" de poursuivre les efforts de relance du dialogue israélo-palestinien, en panne depuis près d'un an. "Ma conviction personnelle est que rien ne doit affecter notre engagement et notre détermination à aller de l'avant. Il y a certes des obstacles, mais nous ne pouvons pas laisser quoi que ce soit nous dissuader", a-t-elle dit après des entretiens avec le président égyptien Hosni Moubarak.

M^{me} Clinton a ajouté cette étape en dernière minute à sa tournée de paix au Proche-Orient, qui n'a pas permis d'avancer vers une reprise du dialogue entre Israël et les Palestiniens. La secrétaire d'Etat doit repartir pour Washington dans la journée.

Les efforts de la chef de la diplomatie américaine se heurtent à l'intransigeance du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et à l'affaiblissement de l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas, ainsi que sur le fait que le fossé entre les deux parties s'est élargi ces dernières semaines, après près d'un an d'interruption du processus de paix. Les Etats-Unis ont fait de la relance du processus de paix l'une des principales priorités de leur politique étrangère. Ils ont tenté, dès l'arrivée au pouvoir du président Obama, de recréer les conditions d'un dialogue entre les deux parties.

04.11.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/11/04/washington-fait-marche-arriere-sur-les-colonies-israeliennes_1262524_3218.html#ens_id=1228030

FLASH PALESTINE

19/10/2009

2 Les grandes manœuvres

05-11

La Maison Blanche a salué dans le dirigeant palestinien un «vrai partenaire» des Etats-Unis, mais s'est gardée de se prononcer sur les conséquences qu'aura sa décision de ne pas se représenter à la tête de l'Autorité palestinienne. «Nous avons pour le président Abbas un respect immense, il a été pour les Palestiniens un dirigeant important et historique, et pour les Etats-Unis un vrai partenaire, a dit le porte-parole du président Barack Obama, Robert Gibbs. Je dirais simplement que, quelle que soit sa décision, nous comptons continuer à travailler avec lui».

(Source AFP)

La Chambre des représentants récuse le rapport de l'ONU sur Gaza.

La Chambre US des représentants s'est prononcée mardi contre le rapport d'une commission des Nations unies faisant état de "crimes de guerre" et de "possibles crimes contre l'humanité" commis durant l'offensive israélienne à Gaza l'hiver dernier.

Les parlementaires américains ont approuvé par 344 voix contre 36 une résolution appelant "le président (Barack Obama) et la secrétaire d'Etat (Hillary Clinton) à rejeter sans équivoque tout soutien ou tout examen futur" du rapport rédigé par la Commission Goldstone, du nom du juge sud-africain Richard Goldstone, son président. Parmi les représentants présents, 22 ont voté blanc..

Parmi ceux qui ont voté contre la résolution de la Chambre, le représentant démocrate Brian Baird a déclaré: "je suis allé à Gaza et j'ai lu le rapport Goldstone en entier". Or, "il dit un certain nombre de choses, qui, bien qu'elles soient déplaisantes, sont vraies et ne doivent pas être occultées", a-t-il dit.

Les auteurs de la résolution symbolique jugent le rapport Goldstone "irréremédiablement partial". Le texte réaffirme le soutien américain à Israël.

La Chambre des représentants vient ainsi appuyer la position de l'administration Obama, qui estime que le rapport est susceptible de gêner le processus de paix au Proche-Orient

La Chambre s'est prononcée à la veille de l'examen du rapport par l'Assemblée générale de l'ONU qui pourrait voter pour son adoption.

Le vote de mercredi à l'ONU pourrait ouvrir la porte à des poursuites devant la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye, de chefs militaires et de leaders politiques israéliens.

Le document onusien, rejeté par Israël, accuse les forces armées israéliennes "d'actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité".

L'offensive d'Israël du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 répondait aux tirs de roquettes palestiniens contre son territoire, également assimilés par le rapport à des "crimes de guerre" et "peut-être contre l'humanité", car dirigés sur des zones dépourvues d'objectif militaire.

Le document de 574 pages accuse également des groupes palestiniens de crimes de guerre.

Israël a essuyé une sévère défaite diplomatique lorsque le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté, mi-octobre à Genève, le rapport Goldstone à une large majorité.

Les Etats-Unis, l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, ont voté contre.

4/11

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/usa-chambre-representants-recuse-rapport-onu-gaza>

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Tahar Fattani : Les Parlementaires US protègent Israël.

En adoptant cette position, la Chambre américaine des représentants vient d'épauler l'Administration Obama qui protège les chefs militaires et des leaders politiques israéliens.

Un pas en avant, deux pas en arrière.

Les Etats-Unis continuent à prouver leur statut de maître dans le conflit isarélo-palestinien.

Une fois de plus, les Américains montrent leur talent de ménager la chèvre et le chou.

Après le rejet de l'Administration Obama du rapport Goldstone, c'était au tour de la Chambre américaine des représentants d'imposer son « *vetó* » et d'emboîter le pas à la Maison-Blanche.

Ce rapport établi par la commission Goldstone, du nom du juge sud-africain Richard Goldstone, a fait état de « *crimes de guerre* » et de « *possibles crimes contre l'humanité* » commis durant l'offensive israélienne à Ghaza l'hiver dernier. Cet avis n'a pas été partagé par les parlementaires US.

Une majorité écrasante, 344 voix, a approuvé une résolution à travers laquelle on lance un appel au président américain, Barack Obama, et à la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton « *à rejeter sans équivoque tout soutien ou tout examen futur* » du rapport rédigé par la commission Goldstone.

Les Américains maîtrisent parfaitement la politique du bâton et de la carotte.

L'Administration Obama a jugé que les « *vérités* » de la commission Goldstone sont susceptibles de gêner le processus de paix au Proche-Orient. Or, en réalité, il s'agit juste d'une politique bien ficelée pour protéger Israël et ne pas laisser tomber son « *enfant* ». Pour la simple et l'unique raison que les USA épaulent Tel-Aviv et empêchent les poursuites de chefs militaires et de leaders politiques israéliens devant la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye.

Le rapport l'ONU est « *inégal, injuste et inexact* », a qualifié Steny Hoyer, chef de la majorité démocrate de la Chambre. A contrario, Brian Baird, représentant démocratique, s'est opposé à la résolution de la Chambre. Il s'est porté comme témoin de la sauvagerie de l'armée israélienne et de ses massacres commis contre les innocents palestiniens.

Le rapport de Goldstone « *dit un certain nombre de choses, qui, bien qu'elles soient déplaisantes, sont vraies et ne doivent pas être occultées* », a-t-il témoigné. Les auteurs de la résolution symbolique jugent le rapport Goldstone « *irréremédiablement partial* ». Le document onusien, rejeté par Israël, accuse les forces armées israéliennes « *d'actes assimilables à des crimes de guerre et peut-être, dans certaines circonstances, à des crimes contre l'humanité* ».

L'offensive d'Israël du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 répondait aux tirs de roquettes palestiniens contre son territoire, également assimilés par le rapport à des « *crimes de guerre* » et « *peut-être contre l'humanité* », car dirigés sur des zones dépourvues d'objectif militaire. A la suite de ses agressions, l'Etat hébreu a essuyé une sévère défaite diplomatique. La communauté internationale n'a pas cessé de dénoncer et de condamner Israël. D'ailleurs, lors de l'étude de ce même rapport au niveau du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, en octobre dernier, les membres ont adopté ce document à une large majorité. Il n'y avait que les Etats-Unis, l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'y sont opposés.

A noter que ce rapport a été examiné hier par l'Assemblée générale des Nations unies.

Les pays arabes ont adopté et déposé à l'AG de l'ONU un projet de résolution approuvant le rapport Goldstone, du nom du juge sud-africain Richard Goldstone, président de la mission du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, qui avait enquêté sur les agressions militaires israéliennes contre la bande de Ghaza.

Les débats sur cette question pourraient durer jusqu'à aujourd'hui. Le document a de fortes chances d'être adopté, car les pays arabes devraient réunir une majorité, grâce au soutien du Mouvement des non-alignés et du groupe des 77 qui réunit les pays en développement parmi les 192 Etats membres de l'Assemblée.

Tahar Fattani :

Jeudi 5 novembre

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Tahar_Fattani.051109.htm

Mahmoud Abbas a rencontré l'émissaire américain George Mitchell

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas est arrivé vendredi soir à Abou Dhabi, où il s'est aussitôt entretenu avec l'émissaire américain pour le Proche-Orient George Mitchell, a-t-on indiqué samedi de source palestinienne.

"Ils ont évoqué les efforts déployés par M. Mitchell pour relancer le processus de paix au Proche-Orient, mais le fossé reste important", a déclaré à l'AFP Saëb Erakat, le négociateur palestinien.

"Israël doit arrêter la colonisation afin que les négociations puissent reprendre", a-t-il ajouté.

M. Mitchell vient d'effectuer une série de navettes dans la région sans parvenir à ramener Israéliens et Palestiniens autour de la table des négociations.

AFP -

31 Octobre 2009 –

<http://www.france24.com/fr/20091031-proche-orient-mahmoud-abbas-a-rencontr-missaire-am-ricain-george-mitchell>

a) Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale-

1 Otan

Israël va participer à des manœuvres de l'OTAN en Méditerranée.

La marine israélienne va participer à des manœuvres navales de l'OTAN en Méditerranée, a annoncé mardi un porte-parole militaire. Il s'agira de sa première participation à ces manœuvres, dont la date n'a pas été précisée, organisées dans le cadre d'une "guerre globale contre le terrorisme", selon le quotidien Maariv.

Le quartier général de l'OTAN a approuvé la semaine dernière l'intégration de la marine israélienne au sein de la force, qui patrouille en Méditerranée dans le cadre de l'opération "Active Endeavour" de prévention du terrorisme, a ajouté le journal. Cette force, qui opère depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, comprend une dizaine de vaisseaux soutenus par des sous-marins et des avions.

Leur mission est d'empêcher des attaques contre des bateaux et la contrebande d'armes. Cette force contrôle les navires suspects et accompagnent les bâtiments de l'OTAN susceptibles d'être attaqués jusqu'à leur passage du détroit de Gibraltar. Israël avait demandé d'intégrer cette force il y a deux ans. Mais la décision avait été reportée à plusieurs reprises. Le feu vert à la participation israélienne a été donné au chef de la marine, l'amiral Eliezer Marom, lors d'une récente visite aux Etats-Unis, a ajouté le quotidien israélien. L'OTAN et Israël ont conclu en décembre dernier un accord renforçant leur coopération militaire et dans la lutte contre le terrorisme.(...)

LEMONDE.FR avec AFP |

13.10.09

L'Assemblée générale de l'ONU discute du Rapport Goldstone sur les crimes de guerre à Gaza

Le 4 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies discutera du rapport de la mission d'enquête sur le conflit à Gaza présidée par le juge Richard Goldstone. Le Rapport Goldstone est le produit d'une enquête de l'ONU sur l'opération militaire israélienne du nom de code « plomb durci » qui a fait plus de 1 400 morts parmi les population palestinienne de Gaza entre le 27 décembre 2008 et le 18 janvier 2009.

Le débat à l'Assemblée générale fait suite à l'adoption par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU d'une résolution entérinant le Rapport Goldstone et demandant au Conseil de sécurité de voir à ce qu'il y ait redressement pour les crimes énoncés dans le rapport. Si rien n'est fait après six mois, le Conseil de sécurité doit soumettre les conclusions du rapport à la Cour pénale internationale.

À l'occasion du débat à l'Assemblée générale, Le Marxiste-Léniniste lance l'appel à tous de multiplier les efforts pour exiger qu'on mette un terme à l'impunité anglo-américaine contre le peuple palestinien. Il ne peut y avoir aucun doute sur l'objectif visé par les sionistes avec cette campagne et avec les crimes qu'ils continuent de commettre à chaque jour. Nous publions dans ce numéro les grandes lignes du Rapport Goldstone en plus de nouvelles et de commentaires reliés.

Nous profitons aussi de l'occasion pour attirer l'attention sur les tentatives du Canada, de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'interdire toute critique du gouvernement israélien en déclarant que cette critique constitue un crime haineux. Cela ne doit pas passer !

Exigeons que les crimes contre l'humanité des sionistes contre les palestiniens soient punis !

L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution reprenant le rapport Goldstone.

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté jeudi une résolution appelant Israël et les Palestiniens à mener des enquêtes indépendantes sur les crimes de guerre présumés commis lors de la dernière offensive israélienne dans la Bande de Gaza.

La résolution a été adoptée par 114 voix pour et 18 contre, pour 44 abstentions. Elle reprend les conclusions du rapport Goldstone -du nom du magistrat sud-africain Richard Goldstone qui l'a supervisé-, qui accuse Israël et les Palestiniens d'avoir chacun commis des crimes de guerre lors de l'opération "Plomb durci" en décembre et janvier derniers.

L'Etat hébreu a rejeté cette décision, estimant qu'elle n'avait pas obtenu le soutien de "la majorité morale" car de nombreux pays occidentaux s'y sont opposés ou se sont abstenus, selon un communiqué du ministère israélien des Affaires étrangères.

Ce rapport demande à Israël et aux Palestiniens de mener chacun des enquêtes crédibles et de traduire les éventuels coupables devant leurs tribunaux. En cas de refus, il recommande que le Conseil de sécurité soit saisi et transfère le dossier à la CPI.

Les résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas légalement contraignantes, et une action du Conseil de sécurité semble peu probable, les Etats-Unis, alliés d'Israël, ayant déjà fait savoir que le rapport Goldstone n'avait pas vocation à être traité par le Conseil de sécurité de l'ONU mais par le Conseil des droits de l'Homme, à Genève. La Russie et la Chine ne veulent pas non plus que la question soit abordée au Conseil de sécurité, selon des sources diplomatiques.

Al-Oufok a vec les agences de presse

2 Nations Unies

Les grandes lignes du Rapport Goldstone

Suite à l'offensive israélienne contre Gaza de 2008-2009, les Nations unies ont mis sur pied une commission présidée par le juge sud-africain Richard Goldstone pour faire enquête sur les crimes de guerre commis durant cette campagne. La Commission a remis son rapport, le Rapport Goldstone, le 15 septembre 2009.

Par l'énumération des violations israéliennes d'avant, pendant et après la guerre de 2008-2009 d'Israël contre Gaza, soutenue par les États-Unis, le Rapport Goldstone confirme les atrocités américano-sionistes commises contre les Palestiniens tout au long de l'histoire de l'occupation et déjà dénoncées à maintes reprises. Il défait plusieurs des mythes propagés par le gouvernement et l'armée d'Israël en particulier celui à l'effet que la guerre était un geste de « légitime défense ». La mission de l'ONU a recueilli les preuves montrant que les opérations militaires israéliennes étaient dirigées « délibérément » contre la « population de Gaza dans son ensemble », qu'elles constituaient un crime de « privation arbitraire de la vie », qui « reposait sur une politique délibérée d'utilisation d'une force disproportionnée dirigée non contre l'ennemi mais contre [...] la population civile ». Israël a failli au mandat du droit international qui prescrit de faire une distinction entre les combattants et les civils. Ses attaques « visaient à punir, humilier et terroriser une population civile ». Le rapport souligne que l'occupation sioniste des territoires palestiniens et le non-respect par Israël de ses responsabilités, en tant que force d'occupation, envers la population occupée sont la source du problème et que « loin d'apaiser la résistance, ils la nourrissent, y compris dans ses manifestations violentes ». Le châtement collectif des Palestiniens, conclut le rapport, se voit dans les attaques délibérées contre les civils, le blocus et les sanctions contre la bande de Gaza, de même que dans « la destruction des installations d'approvisionnement en nourriture, des systèmes d'épuration des eaux, d'usines et de maisons résidentielles ».

Un autre des crimes de guerre d'Israël a été son utilisation de cibles humaines, que le rapport appelle « un assaut contre la dignité de la population ». Les manifestations de cet assaut contre la dignité comprennent les « détentions illégales de Palestiniens » et « le vandalisme contre les maisons occupées et la façon dont les gens sont traités de même que les graffitis sur les murs, les obscénités et les slogans souvent racistes qui ensemble constituent une humiliation et une déshumanisation générales de la population palestinienne ».

Se référant à l'agression contre Gaza, le rapport mentionne l'utilisation des obus au phosphore contre les installations de l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) et des hôpitaux al-Quds et al-Wafa comme exemples de violation de la IVe Convention de Genève. Le rapport cite d'autres exemples des crimes de guerre et de violations par Israël du droit international et des lois humanitaires internationales : les « attaques délibérées contre des civils et des installations civiles » telles que l'attaque contre le Conseil législatif palestinien et la prison centrale de Gaza ; le blocus contre « les organisations humanitaires [...] pour les blessés » ; le « non-respect du principe de la proportionnalité [...] via les attaques délibérées contre les bureaux de police et l'assassinat d'un grand nombre de policiers » ; « les interrogatoires de civils sous la menace de mort ou de blessures pour leur soutirer de l'information au sujet du Hamas » ; l'arrestation, la détention et le traitement inhumains de personnes qui sont « protégées par la IVe Convention de Genève », en particulier les femmes.

Le rapport conclut que « les conditions résultant des actions délibérées des forces armées israéliennes et les politiques déclarées du gouvernement en ce qui a trait à la Bande de Gaza, avant, pendant et après l'opération militaire indiquent dans l'ensemble une intention d'infliger un châtement collectif à la population de la Bande de Gaza ».

Le rapport fait état de violations israéliennes en Cisjordanie telles que « l'utilisation d'une force excessive ou mortelle » contre la population qui protestait contre l'agression, l'échec d'Israël à empêcher « l'augmentation de la violence des colons [...] contre les civils palestiniens et leur propriété » en Cisjordanie, et des actes qui « équivalent à la déportation » des Palestiniens de Jérusalem-Est. Le rapport met aussi l'accent sur le fait important que les Palestiniens détenus en Israël n'ont pas droit à la procédure légale prévue par le droit international parce qu'ils sont soumis à un système de tribunaux militaires.

Le rapport indique aussi cette autre violation du droit international par Israël qui consiste à poursuivre la construction de colonies de peuplement, lesquelles, avec le Mur de l'Apartheid et la restriction arbitraire de mouvement et d'accès « empêche l'émergence d'un État palestinien viable, contigu et souverain, ce qui viole le droit à l'autodétermination ». Le rapport demande aussi à Israël « de cesser son interférence dans les processus politiques nationaux dans les Territoires palestiniens occupés, et de commencer par relâcher tous les membres du Conseil législatif palestinien présentement en détention et de permettre à tous les membres du Conseil de circuler librement entre Gaza et la Cisjordanie pour que celui-ci puisse recommencer à fonctionner ».

Le fait que le rapport demande que les occupants soient tenus responsables de leurs actions planifiées et délibérées durant la guerre de Gaza nous rappelle qu'une paix juste est impossible sans que l'impunité des crimes de guerre et d'occupation américano-sionistes ne soit contestée. L'ONU et ses États-membres doivent faire appliquer la responsabilité et la justice qui ne sont pas reconnues et qui sont niées. Israël étant financé, soutenu et protégé par les États-Unis, ces derniers doivent aussi être tenus responsables, parce qu'Israël ne serait pas capable de commettre ces crimes sans ce soutien. Ce sont les États-Unis qui empêchent systématiquement l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité, de faire appliquer les résolutions sur l'occupation et les crimes de guerre d'Israël.

Le 16 octobre, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a voté d'entériner le Rapport Goldstone suite au débat du 4 novembre à l'Assemblée générale. Vingt-cinq pays membres du Conseil ont voté en faveur : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Bahrain, Bangladesh, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Ddibouti, Égypte, Ghana, Inde, Indonésie, Jordanie, Maurice, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Russie, Sénégal et Zambie ; six ont voté contre : États-Unis, Italie, Hollande, Hongrie, Slovaquie et Ukraine ; onze se sont abstenus : Belgique, Bosnie, Burkina Faso, Cameroun, Corée du Sud, Gabon, Japon, Mexique, Norvège, Slovaquie et Uruguay. Quatre membres du Conseil n'ont pas voté : Grande-Bretagne, Madagascar, Kirgystan et Angola. (Les citations du Rapport Goldstone sont traduites par Le Marxiste-Léniniste.)

3 Ue

Qu'on se le dise : « Israël est membre de l'Union européenne »

La phrase a été prononcée à Jérusalem, mercredi 21 octobre, par Javier Solana, porte-parole de la diplomatie européenne en personne, devant un parterre de personnalités des milieux politiques et d'affaires. « *Israël permettez-moi de le dire, est un membre de l'Union européenne sans être membre de ses institutions* », « *L'Etat juif, a-t-il souligné, est partie prenante à tous les programmes* » de l'Europe des 27, notamment dans les domaines de la recherche et de la technologie.

« *Aucun pays hors du continent n'a le type de relations qu'Israël entretient avec l'Union européenne. Je ne vois pas le président de la Croatie ici* », a poursuivi Solana en scrutant l'assistance, qui a vivement applaudi sa « *démonstration* ». « *Mais je dois vous dire, puisqu'il n'est pas là - et il est pourtant candidat à l'entrée dans l'Union européenne -, que votre relation avec l'Union européenne est plus forte que celle de la Croatie* ».

« *Ne lui répétez-pas* », a encore ajouté le haut représentant de la politique étrangère et de sécurité commune, se voulant facétieux. Le président croate, qui appréciera, est actuellement en visite en Israël et devait s'adresser plus tard au même auditoire des participants à la « *Conférence présidentielle israélienne* ».

La Croatie est la mieux placée des pays officiellement candidats à l'UE. Elle pourrait la rejoindre en 2012.

Israël pourtant n'a jamais fait acte de candidature à l'Europe...

Source :

<http://www.europe1.fr/Info/Actualite-Internationale/Europe/Solana-Israel-est-membre-de-l-UE/%28gid%29/249909>

4 Europe

Leila Mazboudi : Des avocats européens tentent une traque des criminels de guerre israéliens. L'ambassade israélienne en Grande Bretagne se trouve en état d'alerte de crainte que le vice-ministre des affaires étrangères Dany Yaalone en visite à Londres ne soit arrêté.

Ce dernier semble figurer dans une liste d'officiers et de responsables politiques susceptibles de faire l'objet d'un mandat d'arrêt, en raison de leur implication dans les crimes de guerre que l'armée israélienne est accusée d'avoir commis contre la Bande de Gaza, lors de l'offensive Plomb durci.

L'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert risque aussi un sort similaire selon le quotidien britannique The Guardian, lequel a mis en garde l'ancienne ministre des affaires étrangères Tsipi Livni aussi.

D'après le quotidien israélien «Haaretz», des groupes d'avocats et défenseurs des droits de l'homme de plusieurs pays européens ont déjà mis au point la liste de responsables israéliens recherchés. Notamment dans les pays dont la justice jouit de compétence universelle, permettant d'émettre des mandats d'arrêt contre ceux qui sont soupçonnés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. À l'instar de la Grande Bretagne, les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique et la Norvège.

Malgré une première tentative avortée le mois dernier pour obtenir l'arrestation du ministre israélien de la guerre Ehud Barak, les avocats britanniques n'ont pas baissé les bras.

Le «Haaretz» précise que ces avocats ont collecté depuis Janvier dernier les témoignages de Palestiniens de la bande de Gaza et des données prouvant que l'armée israélienne a commis des crimes de guerre pendant l'offensive Plomb durci. Lors de la visite, l'un des employés du Bureau du Procureur Daniel Machover, chargé de cette mission en Grande-Bretagne a été chargé officiellement par des Palestiniens en vue de traduire les criminels en justice en conformité avec les exigences de la loi britannique.

Interrogé par le «Haaretz», cet employé a refusé de dévoiler les noms ou le nombre des officiers israéliens, se contentant de dire que l'enquête se penche sur «les détails de chaque cas, et compte s'étendre à tous ceux qui sont impliqués dans des incidents liés à des transgressions pénales».

Selon le journal, les avocats reçoivent des informations de militants pro-palestiniens qui suivent de près les activités des organisations juives et pro-israéliennes, surtout lorsqu'elles accueillent des officiers israéliens invités pour intervenir dans des conférences.

Dans certains pays, ils jouissent de la coopération de la police des frontières qui leur transmet des informations sur l'arrivée de l'un d'entre eux à ces pays, et ce afin d'agir immédiatement en vue d'émettre des mandats d'arrêt contre eux.

Sont concernés des officiers de l'armée israélienne à commencer par ceux qui occupent le poste de commandants de bataillon, ainsi que des officiers plus hauts gradés ayant supervisé ou participé à divers stades

à cette guerre.

Selon The Gardian, certains de ces officiers ont été priés de consulter des experts au ministère israélien des affaires étrangères sur la façon d'agir à l'étranger et les pays qu'il faut éviter de visiter.

Leila Mazboudi J

29 Octobre 2009

<http://www.almanar.com.lb>

http://www.alterinfo.net/Des-avocats-europeens-tentent-une-traque-des-criminels-de-guerre-israeliens_a38568.html

2 France

Crimes contre l'humanité

Le 4 octobre, en Normandie, le général Gabi Ashkenazi, chef d'Etat major de l'armée israélienne, a rencontré discrètement Michael Mullen, son homologue américain, puis le général Georgelin à Paris où ils ont parlé de coopération militaire franco-israélienne, mais aussi du Hezbollah et de l'Iran qu'Israël envisage de bombarder ou d'y envoyer ses forces spéciales saboter les installations nucléaires et assassiner des savants.

Gabi Ashkenazi est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le rapport Goldstone - finalement approuvé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU - suite à « Opération Plomb Durci » au cours de laquelle des civils palestiniens ont été pris pour cible à Gaza (fin décembre 2008 - début janvier 2009). En France, aucun juge n'a osé l'inquiéter, ce qui n'avait pas été le cas pour Ehud Barak, ministre de la Défense israélien, lors de sa dernière visite à Londres.

Le juge Richard Goldstone, ancien juge à la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, est une personnalité éminente de la communauté juive sud-africaine. Il est membre de plusieurs organisations sionistes internationales, ce qui embarrasse le Likoud israélien.

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1254673323425&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=print&sid=4637>

<http://www.forward.com/articles/114765/>

Rapport Goldstone : <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/specialsession/9/FactFindingMission.htm>

Sarkozy - Nétanyahou : "Satisfaction concernant l'excellente relation bilatérale entre la France et Israël".

Le Premier ministre israélien s'est entretenu mercredi soir pendant plus d'une heure et demie avec le président français Nicolas Sarkozy à Paris. Benyamin Nétanyahou a quitté le palais de l'Élysée sans faire aucune déclaration à la presse.

Un bref communiqué conjoint de MM. Sarkozy et Nétanyahou, diffusé par la présidence, précise que "les deux dirigeants ont évoqué les principales questions internationales et notamment les moyens de relancer sans délai le processus de paix au Moyen Orient". "Ils ont marqué leur accord pour déployer tous les efforts dans ce but et rester en contact étroit sur cette question".

"Le dossier nucléaire iranien a également été évoqué à la lumière des dernières évolutions", ajoute le communiqué qui précise que "le chef de l'Etat et le Premier ministre ont par ailleurs exprimé leur satisfaction concernant l'excellente relation bilatérale entre la France et Israël et le développement de la coopération entre les deux pays".

Nétanyahou était venu en France pour parler de l'Iran et de ses ambitions nucléaires. Il espérait notamment que Paris fasse davantage pression sur Téhéran.

Cependant, Nicolas Sarkozy comptait bien aborder un point de désaccord qui oppose la France et Israël : le gel de la colonisation.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a exigé un gel des colonies avant de reprendre les pourparlers. Les Israéliens, eux, ne proposent que de limiter les nouvelles constructions.

L'administration Obama a appelé à un gel des implantations juives dans les territoires palestiniens. Mais Benyamin Nétanyahou est resté sur ses positions lors d'une visite quelque peu délicate en début de semaine aux Etats-Unis. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, lors de son déplacement au Proche-Orient la semaine dernière, a estimé que les restrictions israéliennes pouvaient être vues comme un premier pas vers un arrêt négocié des activités de colonisation.

Paris se montre moins conciliant. "Il y a un vrai différend politique" avec Israël sur la colonisation, avait reconnu mardi le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner au micro de France-Inter. "Nous pensons toujours que le gel des colonisations (...) pendant qu'on parle serait absolument indispensable".

Paris multiplie les contacts avec les dirigeants de la région pour voir s'il est possible de ranimer le processus de paix. Le président français Nicolas Sarkozy a téléphoné mardi à Mahmoud Abbas pour l'encourager "à poursuivre son action au service des Palestiniens et de la paix". La semaine dernière, le successeur de Yasser Arafat avait annoncé qu'il ne briguerait pas un second mandat lors de la présidentielle de janvier 2010, lassé de l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers. Par ailleurs, le président syrien Bachar el-Assad sera reçu par Nicolas Sarkozy vendredi à Paris.

Le détestable travail d'Hillary Clinton au Proche-Orient doit être récusé par la France et par les Européens

Hillary Clinton en tournée au Proche-Orient fait le détestable travail politique que Barak Obama avait déjà commencé.

Après avoir affirmé que le rapport Goldstone, qui identifie les crimes de guerre israélien à Gaza, complique les efforts de paix, elle enjoint les Palestiniens à commencer des négociations sans condition d'un arrêt total de la colonisation. Celle-ci constitue pourtant le principal problème et obstacle à lever pour s'engager dans la voie d'une paix juste et durable.

Cette politique encourage l'impunité et constitue un soutien direct à la politique extrémiste de B. Netanyahu. L'administration américaine ne contribue pas à la paix, au contraire. Elle encourage la colonisation israélienne dans les territoires occupés. Ses pressions illégitimes sur les Palestiniens ne peuvent qu'accentuer les tensions et des risques de confrontation déjà importants. Il s'agit d'un mépris explicite des droits des Palestiniens profondément inacceptable. La France et ses partenaires européens doivent exprimer clairement leur désaccord et l'exigence du respect des résolutions des Nations Unies.

Communiqué du Parti communiste français

lundi 2 novembre 2009, par [La Rédaction](#)

1er novembre 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1026>

6 Turquie

La Turquie enjoint à Israël de faire cesser la « tragédie » de Gaza.

La Turquie a demandé hier à Israël de faire cesser la « tragédie humanitaire » à Gaza, excluant un retour aux bonnes relations bilatérales tant que souffriront les Palestiniens et que les négociations de paix au Proche-Orient seront au point mort. « Ce que nous voulons, c'est qu'on mette fin à la tragédie humanitaire à Gaza, qu'on relance les efforts de paix - aussi bien au niveau des Palestiniens que de la Syrie - et surtout, qu'on redonne la priorité à la paix dans la région », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, en pleine crise entre les deux alliés stratégiques dans la région. « Lorsqu'on retournera sur la voie de la paix, ces relations de confiance (avec Israël) seront rétablies au niveau où elles étaient auparavant », a-t-il averti, ajoutant que l'offensive israélienne massive sur Gaza, à la fin de l'an dernier, avait porté « un grand coup aux efforts de paix ». Les relations entre Israël et la Turquie, qui sont liés par une alliance militaire, se sont nettement dégradées depuis janvier, lorsque la Turquie, pays musulman, a vivement critiqué l'offensive sur Gaza. Elles ont connu une nouvelle poussée de fièvre la semaine dernière, lorsque le gouvernement islamo-conservateur turc a interdit à Israël de participer à des manœuvres aériennes internationales en Turquie.

17/10

http://www.lorientlejour.com/category/International/article/634830/La_Turquie_enjoint_a_Israel_de_faire_cesser_la_%3C%3C+tragedie+%3E%3E_de_Gaza.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19